

**AGRICULTURE AND RURAL
AFFAIRS COMMITTEE
REPORT 7
OCTOBER 9, 2019**

14

**COMITÉ DE L'AGRICULTURE ET
DES AFFAIRES RURALES
RAPPORT 7
LE 9 OCTOBRE 2019**

Rapport au :

Report to:

**Comité de l'urbanisme
Planning Committee
26 septembre 2019/ 26 September 2019**

et / and

**Comité de l'agriculture et des affaires rurales
Agriculture and Rural Affairs Committee
3 octobre 2019/ 3 October 2019**

et au Conseil / and Council

9 octobre 2019

9 October 2019

**Soumis le 13 septembre 2019
Submitted on September 13, 2019**

Soumis par:

Submitted by

Stephen Willis

**Services de planification, d'infrastructure et de développement économique /
General Manager, Planning, Infrastructure and Economic Development
Department**

Personne ressource / Contact Person :

Lorraine Stevens, Urbaniste II / Planner II

Politiques d'urbanisme et Résilience / Planning Policy and Resiliency

(613) 580-2424, 15077, Lorraine.Stevens@ottawa.ca

**Ward: À L'ÉCHELLE DE LA VILLE/
CITY WIDE**

File Number: ACS2019-PIE-GEN-0008

OBJET: Commentaires provisoires de la Ville d'Ottawa sur les modifications proposées à la Déclaration de principes provincial

SUBJECT: Draft City of Ottawa Comment on the Proposed Changes to the Provincial Policy Statement

RECOMMANDATIONS DU RAPPORT

Que le Comité de l'urbanisme et le Comité de l'agriculture et des affaires rurales recommandent au Conseil :

- 1. d'approuver le document 1, annexé au présent rapport, qui expose les commentaires de la Ville d'Ottawa sur le projet de modification de la Déclaration de principes provinciale;**
- 2. de demander au personnel, à la suite de la réunion du Comité de l'urbanisme du 26 septembre 2019, de celle du Comité de l'agriculture et des affaires rurales du 3 octobre 2019 et de celle du Conseil du 9 octobre 2019, de parachever conformément aux éventuels changements approuvés par le Conseil les commentaires du document 1, qui tiendront lieu de commentaires officiels de la Ville d'Ottawa sur ledit projet de modification, et de les soumettre d'ici le 21 octobre 2019; et**
- 3. de prendre acte de l'ébauche de l'analyse du personnel et du tableau des commentaires sur les modifications proposées à la Déclaration de principes provinciale, joints au présent rapport en tant que document 2.**

REPORT RECOMMENDATIONS

That Planning Committee and Agriculture and Rural Affairs Committee recommend that Council:

- 1. Receive Document 1 attached to this report as the draft City of Ottawa Comment on the Proposed Changes to the Provincial Policy Statement;**
- 2. Direct staff, following the conversations during September 26, 2019 Planning Committee, October 3, 2019 Agriculture and Rural Affairs Committee, and October 9, 2019 Council, to finalize and submit the revised**

Document 1 as the Official City of Ottawa Comment on the Proposed Changes to the Provincial Policy Statement by October 21, 2019; and,

- 3. Receive the Draft Staff Analysis and Comments Table on the Proposed Changes to the Provincial Policy Statement attached as Document 2 to this report.**

CONTEXTE

Le gouvernement de l'Ontario a publié le plan *Plus d'habitations, plus de choix : Plan d'action pour l'offre de logements de l'Ontario*, qui comprend plusieurs modifications des lois et des politiques visant l'offre de logements. La révision de la Déclaration de principes provinciale (DPP) en fait partie.

La DPP est une déclaration regroupée des politiques du gouvernement en matière d'aménagement du territoire émise aux termes de l'article 3 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Elle s'applique à l'échelle de la province et établit des directives stratégiques provinciales sur :

- l'utilisation et la gestion efficaces du territoire et de l'infrastructure;
- l'offre suffisante de logements, y compris les logements abordables, pour répondre aux besoins changeants;
- la protection de l'environnement et des ressources, y compris les terres agricoles, les ressources naturelles (p. ex. les milieux humides et les terrains boisés) et l'eau;
- les possibilités de développement économique et de création d'emplois;
- l'offre d'infrastructures appropriées pour le transport, l'approvisionnement en eau, les égouts et autres afin de répondre aux besoins actuels et futurs;
- la protection des personnes, des biens et des ressources communautaires par la réalisation de travaux d'aménagement loin des risques naturels ou d'origine humaine, comme les zones inondables.

Le gouvernement provincial mène des consultations sur les [modifications proposées à la DPP](#) afin d'appuyer son Plan d'action pour l'offre de logements et d'autres priorités

liées à l'aménagement du territoire. Dans ce contexte, le Ministère a posé les cinq questions suivantes :

1. Les politiques proposées soutiennent-elles efficacement les objectifs suivants : accroître l'offre de logements, favoriser la création d'emplois et le maintien des emplois existants et réduire les formalités administratives tout en continuant de protéger l'environnement, les terres agricoles ainsi que la santé et la sécurité publiques?
2. Les politiques proposées établissent-elles un juste équilibre? Pourquoi ou pourquoi pas?
3. Comment ces politiques tiennent-elles compte des points de vue des collectivités de l'Ontario?
4. Faut-il apporter d'autres modifications aux politiques pour soutenir les priorités clés touchant le logement, la création d'emplois et la simplification du processus d'approbation des projets d'aménagement?
5. D'autres outils sont-ils nécessaires pour mettre en œuvre les politiques proposées?

La date limite pour soumettre des commentaires est le 21 octobre 2019. La lettre jointe au présent rapport en tant que document 1 comprend les réponses aux cinq questions de la province, et le document 2 présente l'ébauche de l'analyse du personnel et du tableau des commentaires, sur l'ensemble des modifications proposées à la DPP.

Le Plan d'action comprend aussi le projet de loi 108, *Loi de 2019 pour plus de logements et plus de choix*, qui a reçu la sanction royale le 6 juin 2019. Ce projet de loi vise à modifier des dispositions sur l'offre de logements dans 15 lois. Les éléments de cette loi modificative entreront en vigueur plus tard, à une date à déterminer. La Ville d'Ottawa a soumis ses commentaires sur le projet de loi 108 en juin 2019, comme l'indique le rapport [ACS2019-PIE-GEN-0005](#), et ses commentaires sur le règlement proposé, le 21 août 2019, comme l'indique le rapport [ACS2019-PIE-GEN-0006](#).

ANALYSE

La lettre jointe en tant que document 1 (la « lettre de commentaires ») contient les commentaires provisoires de la Ville d'Ottawa sur les modifications proposées à la DPP. Elle vise à présenter les parties des modifications proposées auxquelles la Ville souscrit, ainsi que des critiques constructives sur certains points précis et des suggestions de modifications qui correspondraient à l'approche de la Ville en matière d'urbanisme.

La lettre de commentaires est accompagnée d'un document de référence (document 2) dans lequel le personnel de la Ville fournit une analyse détaillée et les commentaires correspondants concernant des modifications précises à la DPP. Il présente aussi les répercussions concrètes des modifications proposées.

RÉPERCUSSIONS SUR LES ZONES RURALES

Si elles sont approuvées, les modifications proposées à la DPP, qui visent plusieurs lois, auront des répercussions sur les opérations municipales à l'échelle de la ville, y compris les zones rurales. La soumission de commentaires sur le projet de loi 108 n'aura en soi aucune répercussion directe sur les zones rurales.

COMMENTAIRES DU CONSEILLER DE QUARTIER

Ne s'applique pas, puisqu'il s'agit d'un rapport qui concerne l'ensemble de la Ville.

RÉPERCUSSIONS JURIDIQUES

Aucune entrave d'ordre juridique n'est associée à la mise en œuvre des recommandations du présent rapport. Le Conseil peut approuver un énoncé sur les modifications proposées à la DPP.

RÉPERCUSSIONS SUR LE PLAN DE LA GESTION DES RISQUES

Aucune répercussion sur le plan de la gestion des risques n'est associée au présent rapport.

RÉPERCUSSIONS SUR LA GESTION DES ACTIFS

Aucune répercussion sur la gestion des actifs n'est associée au présent rapport.

RÉPERCUSSIONS FINANCIÈRES

Aucune répercussion financière n'est associée à l'approbation des recommandations du présent rapport.

RÉPERCUSSIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ

Aucune répercussion sur l'accessibilité n'est associée au présent rapport.

PRIORITÉS POUR LE MANDAT DU CONSEIL

Sans objet.

DOCUMENTS À L'APPUI *(La version française sera disponible avant la réunion.)*

Document 1 Lettre de commentaires provisoire

Document 2 Ébauche de l'analyse du personnel et du tableau des commentaires

SUITE À DONNER

Une fois les recommandations approuvées :

Le personnel achèvera les documents 1 et 2 du présent rapport, puis le greffier municipal les enverra au ministre des Affaires municipales et du Logement et les soumettra au Registre environnemental de l'Ontario

Document 1 – Lettre de commentaires provisoire

October 9, 2019

Hon. Steve Clark

Minister of Municipal Affairs and Housing

17th Floor, 777 Bay Street

Toronto, Ontario M5G 2E5

Dear Minister Clark:

**Re: City of Ottawa Comment on the Proposed Changes to the Provincial Policy
Statement**

The purpose of this letter is to provide formal comments and the City of Ottawa proposed changes to the Provincial Policy Statement, as endorsed by Council on October 9, 2019.

Of note, the City is pleased with the Province's response to our request, and supports the revised time horizon, from 20 years to 25 years, for sufficient land to be made available to accommodate an appropriate range and mix of land uses to meet projected needs. We appreciate your effort to address an appropriate timeline for long range planning for Ottawa and other cities.

The five questions posed by the Province on the [Environmental Registry of Ontario](#) will be answered in the contents of Attachment 1 of this letter. Detailed working level policy comments can be found in Attachment 2.

We would be pleased to discuss our requests in further detail, City Staff are available to meet Ministry staff to go through our comments in detail.

Sincerely,

Jim Watson

Mayor

City of Ottawa

Attach.

Attachment 1

Response to Feedback Questions on the Proposed changes to the PPS

- 1. Do the proposed policies effectively support goals related to increasing housing supply, creating and maintaining jobs, and red tape reduction while continuing to protect the environment, farmland, and public health and safety?**

The City supports the encouragement of development of an increased mix and supply of housing and requiring alignment with Housing and Homelessness Plans while improving the integration of land use planning with transit and infrastructure planning. However, the City would like to see clarification written within the PPS regarding the new term “market-based”, as it relates to housing.

The City is also in favour of the inclusion of policies to support the economy and jobs, including providing opportunities to support local food, and maintaining and improving the agri-food network.

The City also supports the new and strengthened policies on the need to prepare for the regional impacts of a changing climate and mitigate risks to human health, safety, property and the environment and on the emphasis on energy conservation and energy supply.

- 2. Do the proposed policies strike the right balance? Why or why not?**

The City believes that balance was achieved in most area of the PPS.

- 3. How do these policies take into consideration the views of Ontario communities?**

The City appreciates the opportunity to be consulted.

The City applauds the provincial change that Indigenous Communities shall be engaged with rather, than “encouraged”.

The City urges the Province to recognize the major impact of parks in building strong and healthy communities. Parks are a reflection of the quality of life in a community.

Parks and recreation services are often cited as one of the most important factors in surveys of how livable communities are.

4. Are there any other policy changes that are needed to support key priorities for housing, job creation, and streamlining of development approvals?

The City recommends further refinements to the language used for Employment policies under section 1.3, by referring to employment generically, as in all types of jobs. Ottawa's employment spectrum is different from many of the other Ontario planning authorities and is significantly weighted towards government, technology, software, health and education services.

The City also encourages the Province to continue to refine the policies related to rural matters, as we have suggested in our specific comments in Attachment 2. The City seeks to see the long-term viability and sustainability of rural areas (both agricultural areas and rural settlements), and as such, the City encourages the Province to allow municipalities to show modest flexibility in the new PPS.

The City recommends that the Province consider additional policy changes that would protect people from heat through land use design that would result in tree prioritization over other competing priorities. Such prioritization would also help climate mitigation.

The City further recommends that the Province include projects that demonstrate sustainable design (including those that reduce the use of fossil-fuel energy and build climate resiliency) to also be candidates for streamlined development approvals.

5. Are there other tools that are needed to help implement the proposed policies?

Beyond reviewing the PPS, the Province urgently needs to commence a thorough review of the MOECP's D-series guidelines on both land use compatibility and water supply (D-5 series) to reflect contemporary technologies and solutions. Municipalities cannot address a mix of housing typologies in rural settlements without a modernization of the guidelines. The outdated guidelines are also an impediment to non-residential uses as well. The land use compatibility guidelines need to be updated to be consistent with the proposed changes in the PPS.

The City recommends that the Province consider revised methodology for floodplain mapping that factors in projected potential flood risks from a changing climate and that the Province support residents in flood-prone areas, such as clarifying under what circumstances property owners can rebuild, providing compensation programs, etc.

The City recommends that the Province consider revising the *Building Code* to implement climate protective measures for heat and flooding. The City recommends that the Province provide guidance on how to understand and mitigate the risks of future climate conditions for specific sectors, such as housing and building design, and hazardous forest risk assessment and management. A Green Building Tool, developed by the Province, would support planning for a changing climate would help implement the proposed policies.